

ASSEMBLÉE NATIONALE
13 octobre 2023

PLF POUR 2024 - (N° 1680)

Non soutenu

AMENDEMENT N ° II-CD135

présenté par
Mme Meynier-Millefert

ARTICLE 35

ÉTAT B

Mission « Écologie, développement et mobilité durables »

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)		
Programmes	+	-
Infrastructures et services de transports	0	0
Affaires maritimes, pêche et aquaculture	0	0
Paysages, eau et biodiversité	0	0
Expertise, information géographique et météorologie	0	0
Prévention des risques	200 000 000	0
Énergie, climat et après-mines	0	0
Service public de l'énergie	0	200 000 000
Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	0	0
Fonds d'accélération de la transition écologique dans les territoires	0	0
TOTAUX	200 000 000	200 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement vise à porter le budget du Fonds chaleur à 1 milliard d'euros afin d'accélérer la décarbonation et de réduire la consommation énergétique du pays .

Si son augmentation à 800 millions d'euros est notable, celle-ci risque d'être encore insuffisante pour absorber le nombre exponentiel de projets qui sont portés, partout sur les territoires. En effet, de nombreux projets ne sont pas financés aujourd'hui faute de budgets suffisants, les crédits alloués au Fonds chaleur ayant été intégralement consommés : début avril, le portefeuille de projets s'élevait déjà à près de 920 millions d'euros (contre un peu plus de 500 millions d'euros alloués au Fonds pour toute l'année 2023). Cet amendement procède au mouvement de crédits suivant : il est proposé de compenser l'augmentation des crédits du fonds chaleur, rattachés à l'action 12 « Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) » du programme 181 « Prévention des risques », par une diminution des crédits de l'action 04 « 04 – Gestion économique et sociale de l'après-mines » du programme 174 « Énergie, climat et après-mines ».